

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Peterson: ... l'injonction que leur chef a faite à tous les membres du parti conservateur de ne faire aucune déclaration de principes. Ils se désagrègent sous nos yeux. Leur chef a dit de ne pas énoncer une seule politique, car les Canadiens pourraient s'en trouver bien ...

M. Taylor: C'est de la foutaise!

M. Peterson: ... et nous, le gouvernement du Canada, pourrions vouloir la prendre à notre compte.

M. Taylor: Vous ne savez pas ce que vous dites.

M. le vice-président: A l'ordre.

M. Peterson: J'accepterais bien volontiers toute suggestion du parti conservateur si seulement il en avait à faire.

M. le vice-président: A l'ordre. Le moment est bien choisi pour rappeler aux députés de respecter le Règlement. Selon l'article 15, il est interdit d'interrompre un député qui a la parole. Le député de Willowdale a la parole.

M. Peterson: Monsieur le Président, je vous sais gré de votre bienveillance.

Je demande donc aux conservateurs comment ils réduiraient les dépenses. Ils ont dit qu'ils élimineraient Canadair. C'est la seule décision catégorique dont ils nous ont fait part. Veulent-ils nous faire supprimer tout le programme Canadair, le CL-601? Voulez-vous vraiment que nous supprimions ...

● (1120)

M. le vice-président: A l'ordre. Le député doit s'adresser à la présidence.

M. Peterson: Je tiens à bien préciser que si les conservateurs veulent vraiment supprimer le Challenger je suis ravi de les entendre pour la première fois prendre position. Ils vont s'inspirer du fameux précédent qu'ils ont créé en mettant l'Arrow au rancart et en chassant nos meilleurs talents aux États-Unis. Je ne suis pas de leur avis, mais je suis content qu'ils mettent enfin cartes sur table. Peu importent les directives de leur chef, ils ont enfin une politique: abandonner le Challenger et liquider Canadair.

J'aimerais que les conservateurs nous fassent une autre suggestion constructive pour assurer le progrès économique du Canada. Je suis tout à fait dégoûté car, à titre de députés, ils n'ont aucune proposition utile à faire. Ils refusent de coopérer avec nous pour trouver des solutions concrètes.

Au moins, les néo-démocrates ont fait d'excellentes suggestions. Je ne partage pas leur point de vue, mais j'admets que, même dans leur champ d'action limité, ils essayent de proposer de nouvelles solutions. Ils veulent bien travailler avec nous et tous les Canadiens pour aider les chômeurs. Les conservateurs veulent-ils sabrer nos programmes d'emploi? Veulent-ils réduire les prestations d'assurance-chômage? Veulent-ils éliminer les programmes de création d'emplois?

M. Taylor: Non.

M. Peterson: Et voilà, une deuxième déclaration de principe positive des conservateurs: aucune réduction des prestations d'assurance-chômage. J'en suis ravi. Où vont-ils couper pour réduire le déficit?

M. Taylor: Dans le système métrique.

M. Peterson: Les deux derniers budgets reflètent notre attitude optimiste. Le comité des finances a invité les Canadiens d'un bout à l'autre du pays à venir discuter du budget du 19 avril, mais il n'a reçu que trois demandes. Autrement dit, les Canadiens ont accepté ce budget. Même le chef en herbe du parti conservateur a eu l'honnêteté de reconnaître que, étant donné la conjoncture, c'était un bon budget. A mon avis, toujours compte tenu de la conjoncture, le ministre a présenté un budget hors pair le 15 février.

Les députés de l'opposition officielle n'ont proposé aucune solution de rechange, comme ils devraient le faire en tant que représentants de la volonté publique, élus par leurs électeurs. Ils n'ont pas été élus pour venir à la Chambre annoncer qu'ils n'ont aucune politique et que s'ils en avaient une, ils ne nous diraient pas en quoi elle consiste de toute façon. Leurs électeurs les ont envoyés au Parlement pour collaborer avec leurs collègues de façon constructive, en vue d'exploiter le potentiel incroyable dont nous disposons au Canada. Voilà l'état d'esprit que l'on devrait retrouver chez tous les députés à la Chambre. Je regrette de dire qu'en tant que député, quoique nouveau et peut-être pas tout à fait au courant des méthodes du Parlement, je ne m'attendais pas à voir les conservateurs se présenter à la Chambre et nous dire qu'ils n'ont aucune politique précise, mais que s'ils en avaient une, ils ne nous en feraient pas part, de toute façon.

● (1125)

M. Taylor: C'est du favoritisme.

M. Peterson: Non. C'est l'attitude que les représentants du peuple doivent adopter, à mon avis, pour assumer les responsabilités qui leur incombent à l'égard des Canadiens. J'espère que dans les jours prochains, ils cesseront d'adopter cette politique de l'autruche et assumeront leurs responsabilités de députés de façon constructive et positive.

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir dans le cadre de ce débat important sur le projet de loi portant pouvoir d'emprunt, le C-21. Il y a deux jours, tous les députés se sont unis pour rendre hommage à soixante ans de travail réalisé par leur collègue de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) qui, depuis toujours, se bat avec assiduité au nom des pauvres, des pensionnés et des démunis, en vue de faire du Canada un pays meilleur et plus humanitaire.

Je suis heureux d'avoir fait partie du groupe qui a rendu hommage au député de Winnipeg-Nord-Centre ce jour-là. Il importe, lorsque nous participons à un débat sur un projet de loi aussi important que celui-ci, où le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter 30 milliards de dollars, de bien réfléchir aux principes dont a parlé le député de Winnipeg-Nord-Centre dans son intervention d'il y a deux jours. Il importe de bien comprendre nos responsabilités en tant que représentants de nos électeurs. A mon avis, au lieu de nous lancer sans cesse des piques, il importe d'énoncer clairement les options qui s'offrent à nous et de formuler des propositions qui permettront de résoudre la crise économique sans doute la plus grave et la plus dévastatrice à laquelle les Canadiens sont confrontés, celle du chômage.